

Manifeste des photojournalistes

Cinq ans, trois ministres, zéro mesure

Un an après la publication « Photojournalisme : une profession sacrifiée », la Scam et les organisations professionnelles de photographes, Saif, SNJ, SNJ-CGT, CFDT journalistes et UPP ont publié à Perpignan, dans le cadre du Festival *Visa pour l'image*, le Manifeste CINQ ANS, TROIS MINISTRES, ZERO MESURE.

Les professionnels ont rappelé la lente et inexorable détérioration des conditions de travail et de rémunération des photographes. Malgré les nombreux rapports et réunions de travail avec le ministère depuis l'élection de François Hollande, aucune mesure concrète n'a été prise laissant le métier se déprofessionnaliser et se paupériser.

LES PHOTOJOURNALISTES DEMANDENT :

- La mise en place d'un barème minimum de piges pour les reporters photographes non permanents. Selon la Loi Hadopi, ce barème aurait dû être mis en place depuis fin 2011 ; le gouvernement a donc laissé pourrir la situation.
- La remise à plat du « Code de bonnes pratiques » que la grande majorité des organisations professionnelles n'a pas signé en 2014.
- L'encadrement de l'usage des « DR » (droits réservés) dont l'utilisation abusive vise à camoufler le recours à des photographies gratuites. Les photographes proposent de taxer chaque image DR au profit d'un fonds aidant la création.
- Le rééquilibrage des pratiques contractuelles (relations commerciales et de travail) en restaurant notamment la pratique du bon de commande, pivot garant de la protection du statut des journalistes.
- Une réflexion sur les mesures techniques empêchant la réutilisation sans autorisation ni limite des photographies achetées par les éditeurs.
- Repenser les conditions d'attribution des aides à la presse en réservant un pourcentage des aides à des commandes photographiques.
- La modification des critères d'attribution du numéro d'inscription par la commission paritaire des publications et agences de presse. Ce numéro qui permet aux éditeurs, aux agences, aux services en ligne, de bénéficier de tarifs postaux et d'avantages fiscaux, ne devrait être attribué qu'aux entreprises dont les contenus éditoriaux sont majoritairement produits et validés par des journalistes.

Sophie Leron (chargée de la Mission Photographie au ministère de la Culture) et Sophie Lecointe (conseillère en charge de la presse au ministère) ont assisté à la publication du Manifeste à Perpignan.

Un an après les promesses de Fleur Pellerin formulées à Perpignan et restées lettre morte, Sophie Lecointe, s'exprimant au nom de la ministre Audrey Azoulay, a fait de nouvelles propositions notamment sur les conditions d'attribution des aides à la presse, l'instauration d'un bon de commande, et annoncé une énième étude avant la fin de l'année, cette fois sur l'usage de la mention « DR ».

Le ministère semble vouloir utiliser les derniers mois avant les prochaines élections pour rattraper le temps perdu. Les photojournalistes, sceptiques et si souvent déçus, attendent les actes.